



Les élections dans les zones arabes d'Israël

Laurence Louer

► **To cite this version:**

| Laurence Louer. Les élections dans les zones arabes d'Israël. 1999. <hal-01064864>

HAL Id: hal-01064864

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01064864>

Submitted on 17 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES ELECTIONS DANS LES ZONES ARABES D'ISRAËL

Laurence Louër*

Chez les citoyens arabes d'Israël, les élections 1999 confirment le déclin des partis juifs qui, depuis la création de l'Etat en 1948, étaient les principaux bénéficiaires du vote arabe. Ils profitaient alors de l'absence de partis arabes alternatifs au Parti Communiste qui, jusqu'en 1984, faisait office de "centrale nationaliste" des citoyens arabes. En 1992 encore, malgré la diversification de l'offre politique arabe -deux listes arabes étaient en compétition-, les partis juifs étaient parvenus à capter presque 50 % du vote des citoyens arabes¹. Certains avaient pu voir là le signe manifeste d'une intégration accrue de la communauté arabe, la marque d'une certaine acceptation des valeurs dominantes de la société israélienne. C'était sans compter sur le poids de l'histoire passée, marquée à la fois par une tendance au vote clientéliste, notamment pour les partis religieux -véritables centres dispensateurs, via le ministère de l'Intérieur- des services essentiels manquant dans les villages arabes, par la prégnance des réseaux du Parti Travailleiste dans les zones arabes —notamment à travers le syndicat *Histadrout*— et par les obstacles systématiques mis par les autorités israéliennes à la création de nouveaux partis arabes. En d'autres termes, le vote arabe pour les partis juifs ne pouvait s'analyser autrement que comme l'incapacité de création d'un leadership arabe largement accepté au sein de la communauté, marquée par de fortes divisions claniques et confessionnelles, systématiquement entretenues par les gouvernements israéliens successifs.

Les élections de 1996 avaient marqué une nette rupture dans cette logique, puisque le vote pour les partis juifs était brutalement tombé aux alentours de 35 %. 1999 confirme cette tendance. Les partis arabes, qui ont attiré près de 70 % des voix arabes, ont accru leur représentation à la *Knesset*, passant de neuf à dix députés, tandis que les partis juifs ont vu une chute nette de leur électorat arabe. Le Parti Travailleiste, traditionnel pourvoyeur du vote arabe, est passé de 16,7 % du vote arabe en 1996, à 7,7 % en 1999. Le *Meretz*, coalition de

¹ 49 % pour être exact.

partis dits d'extrême gauche qui depuis 1985 se présente systématiquement comme un parti judéo-arabe promoteur de l'égalité entre tous les citoyens israéliens, et qui plus est peut se targuer d'avoir fait entrer la première femme arabe à la *Knesset* en la personne de Husseinia Jabarra, fraîchement élue d'extrême justesse en dixième position, a vu son taux de voix arabes divisé par deux, passant de 10 % à 5,2 %. Le *Likud* enfin, qui, il est vrai, n'a jamais particulièrement courtisé la population arabe, est passé de 2,2 % à 1,3 %.

Une exception significative vient pourtant contrebalancer cette tendance lourde du vote arabe depuis deux législatures : le *Shass*, le parti ultra-orthodoxe sépharade, a triplé son stock de voix arabes par rapport à 1996, passant de 1 % à 4 %. Le phénomène n'est pourtant pas nouveau, et témoigne à lui seul, non pas tant de la proximité idéologique ou culturelle d'un parti réputé représenter les Juifs sépharades avec ces autres Orientaux d'Israël que sont les Arabes, que de la prégnance d'un mode de gestion du pluralisme démocratique dans lequel les partis politiques, débarrassés de leur couleur idéologique, agissent d'abord comme des organisations dispensatrices de ressources matérielles. La montée en puissance du *Shass* dans les zones arabes d'Israël ne fait que confirmer le rôle central des partis religieux dans ce type de système, dont l'initiateur par excellence a été le *Mafdal*, le Parti National Religieux. Aujourd'hui en perte de vitesse au niveau national, le *Mafdal* est aujourd'hui presque totalement supplanté par le *Shass* dans la population arabe. En effet, ces deux partis ne peuvent espérer jouer un rôle significatif dans la communauté arabe que s'ils détiennent sur le long terme des ministères essentiels pour elle, et en particulier l'Intérieur, longtemps invariablement détenu par le *Mafdal* au fil des gouvernements, et depuis maintenant dix ans aux mains du *Shass*, là encore quels que soient les gouvernements (le slogan imprimé au bas des affiches du *Shass* en langue arabe proclamait d'ailleurs sans ambiguïté: "*Shass* : tu décides, dans tous les gouvernements!").

Mais l'implantation du *Shass*, et du *Mafdal* avant lui, dans les villages arabes ne relève pas seulement de la corruption ordinaire, ni même de cette forme de clientélisme politique qu'est la "politique des notables"², longtemps pratiquée par l'Etat israélien, et dans laquelle les pouvoirs centraux entretiennent les chefs claniques dans leur position d'intermédiaires entre eux et la société. Elle relève aussi du pouvoir quasi-discrétionnaire accordés aux partis religieux dans les ministères de l'Intérieur, de l'Education ou encore des Affaires religieuses, en échange du champ libre laissé aux grands partis en matière de politique extérieure ou d'économie. De plus, au contraire des localités juives auxquelles les budgets sont attribués

² L'expression est d'Albert Hourani, "Ottoman Reform and the Politics of Notables", in William Polk and Richard L. Chambers, *Beginning of Modernization in the Middle East. The Nineteenth Century*, The University of Chicago Press, 1968. Jean-François Legrain, dans son analyse du mode de fonctionnement de l'Autorité Palestinienne a pu parler d'une "politique des néo-notables", cf. "Autonomie palestinienne : la politique des néo-notables", *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 81-82, 1996.

rationnellement selon leurs besoins réels, les villes et les villages arabes sont de fait quasi-systématiquement classés en zones de développement non-prioritaires, ceci malgré leur retard manifeste en matière de services et d'infrastructures essentiels, ce qui les met à la merci du ministre de l'Intérieur, en position de d'augmenter ou d'abaisser à sa guise les budgets locaux des communes arabes.

Une autre surprise vient contrebalancer la confirmation du vote communautaire chez les citoyens arabes d'Israël : la baisse du taux de participation à 74 %, alors qu'il était d'environ 78 % en 1996. L'étonnement a été d'autant plus grand que toutes les conditions semblaient réunies pour une augmentation du taux de participation, qu'un institut de recherche israélien prévoyait autour de 83 % deux semaines avant les élections. En effet, outre le sentiment unanime, très prégnant dans la presse et les partis arabes, de la nécessité absolue de "faire tomber" Benyamin Netanyahou, ce pourquoi le vote arabe serait décisif, une association arabe de promotion de la citoyenneté a mis en branle, dès le mois de mars, une vaste campagne d'incitation au vote, qui a inondé les journaux aussi bien que les murs et les autobus dans les zones arabes, et dont quelques uns des slogans étaient "Vote pour décider" ou encore "Un demi-million de voix — notre force est décisive". D'autre part, cheikh Ra'id Salah, le leader charismatique du courant du Mouvement Islamique hostile à la participation aux élections nationales, ne s'est pas officiellement prononcé contre le vote et n'a pas défrayé la chronique comme en 1996, où la campagne avait été émaillée par les communiqués contradictoires des cadres du mouvement.

Il est difficile, à ce stade, d'analyser les raisons de la forte abstention des électeurs arabes. On peut toutefois émettre l'hypothèse que les partis arabes, s'ils ont bien réussi à mobiliser leur électorat, n'ont pas réussi à attirer de nouveaux électeurs, en particulier ceux des partis juifs, qui ont préféré s'abstenir. Il est probable que les recompositions de la scène politique arabe ont joué un rôle dans cette démobilisation d'une partie de l'électorat arabe. En effet, dès l'annonce de la tenue d'élections anticipées et jusqu'au jour même de l'élection, les partis arabes ont été le théâtre de règlements de compte relayés par la presse, au terme desquels trois organisations frontistes se sont finalement cristallisées : la traditionnelle liste du *Hadash* (Front Démocratique pour la Paix et l'Égalité) avec en son centre le Parti Communiste ; la Liste Arabe Unie, reconduction de l'alliance particulièrement efficace entre le Parti Démocratique Arabe et le Mouvement Islamique et la liste du Rassemblement Unitaire National conduite par deux personnalités charismatiques mais jusque-là isolées, le

candidat arabe au poste de premier ministre, Azmi Bishara, et Ahmad al-Tibi, principalement connu pour ses fonctions de conseiller de Yasser Arafat³.

Dans ce paysage politique bouleversé, l'initiative d'Azmi Bishara de poser la première candidature arabe à la présidence du gouvernement, dont on aurait pu attendre qu'elle unisse derrière elle la communauté arabe, n'a fait au contraire qu'exacerber la tendance au factionnalisme qui se dessine depuis 1996 et l'émergence du courant islamique. En effet, la candidature d'Azmi Bishara, vécue comme un véritable coup de force par les autres partis arabes, a été d'emblée rejetée comme reflet d'une pure ambition personnelle, totalement inopportune par rapport à l'objectif stratégique d'abattre Benyamin Netanyahu. Pendant toute la durée de la campagne, partisans et opposants d'Azmi Bishara se sont affrontés dans la presse, tandis que les jeunes, communistes, islamiques ou "*tajammu'in*" (du nom du parti d'Azmi Bishara "*al-tajammu'*") se provoquaient tour à tour dans les rues de Nazareth.

Les recompositions de la scène politique arabe, si elles ont sans doute dérouté une partie de l'électorat, n'ont cependant pas contrecarré la tendance massive (94,3 %)⁴ au vote pour le candidat travailliste au poste de premier ministre. Le plus fort taux de vote pour Ehud Barak se trouve à Kfar Manda, un village arabe de Galilée où le *Shass*, qui s'était prononcé en faveur de Benyamin Netanyahu, est pourtant arrivé en tête. L'exemple n'est pas anodin, puisqu'il révèle à lui seul la logique qui anime le vote arabe, à la fois fragmenté en plusieurs types d'allégeances dans le cadre du système proportionnel de l'élection de la *Knesset*, et fortement consensuel pour l'élection directe du premier ministre. Une seule relative exception à cette règle, le vote de la population druze qui, il est vrai en Israël, n'est pas considérée comme tout à fait arabe. Au contraire de nombre de villages arabes où, à côté du *Shass* et du *Meretz*, les partis arabes se partagent la part du lion, les résultats dans les villages druzes montrent que la communauté est traversée par presque tout le spectre des partis politiques israéliens, arabes et juifs confondus. La campagne elle-même a montré la persistance, dans la population arabe, des catégories identitaires issues de la stratégie de fragmentation menée par les autorités israéliennes depuis maintenant cinquante ans : suivant les catégories de la population arabe qu'ils souhaitent toucher, les partis juifs ont mené des stratégies distinctes. Les Druzes sont l'exemple le plus abouti de ce mode de contrôle. Dès 1948, ils ont fait le choix de s'allier aux groupes sionistes dans le but d'obtenir une totale autonomie par rapport aux autorités sunnites desquelles ils dépendaient. Soumis à la conscription militaire obligatoire ils sont, de ce fait, considérés comme les seuls Arabes loyaux à l'Etat. Les Bédouins constituent la deuxième catégorie de population soumise à un

³ Arrivée en tête, la Liste Arabe Unie a totalisé 31,1 % du vote arabe, soit cinq députés. Viennent ensuite le *Hadash*, avec 21,3 % et trois députés, puis le Rassemblement Unitaire National, avec 16,7% et deux députés.

⁴ En 1996, 94,8 % des Arabes avaient voté pour Shimon Pérès.

traitement particulier, là encore en fonction de leur degré d'allégeance à l'Etat, supposé plus grand que celui de leurs compatriotes. Même si depuis quelques années les enquêtes montrent qu'ils ont désormais intégré les revendications nationalistes des autres Arabes, les divers acteurs politiques tentent toujours de jouer sur la prégnance de l'organisation tribale pour clientéliser cette population qui, de plus, vit souvent dans un grand état de dénuement. Durant la dernière semaine de campagne, c'est d'ailleurs à Rahat, la ville bédouine du sud, que Benyamin Netanyahou s'est rendu pour tenter de gagner quelques voix parmi les chefs tribaux réputés facilement corruptibles.

La montée en puissance du Mouvement Islamique qui, pour la première fois, devance avec ses alliés la liste du *Hadash* —il est vrai amputée du parti d'Azmi Bishara qui s'était joint à la liste en 1996— pose la question de l'émergence d'une autre communauté aux intérêts spécifiques, la communauté musulmane, dont le vote serait susceptible d'être à son tour capté par des partis de gouvernement. La crise qui secoue Nazareth depuis un an et demi maintenant a été le théâtre privilégié de ces tentatives d'instrumentalisation des tensions confessionnelles entre chrétiens et musulmans qui commencent à se faire jour en Israël. Le Mouvement Islamique, s'opposant à la municipalité détenue par le *Hadash* depuis 1975, y revendique depuis un an un terrain jouxtant la grande Basilique de l'annonciation pour y édifier une mosquée de 1 200 m. Suite aux élections municipales de novembre 1998, chacun des deux camps se trouve à parité au conseil municipal, ce qui empêche toute avancée et laisse de fait la solution entre les mains du gouvernement. Le *Likud* a tenté de négocier la construction de la mosquée contre un stock de voix musulmanes aux élections, et plus largement sans doute dans le but d'apparaître comme l'interlocuteur privilégié de la communauté musulmane. Cette tentative, qui s'inscrit en droite ligne dans la double stratégie de fragmentation communautaire et de captation du vote qui caractérise la gestion de la minorité arabe par les divers acteurs israéliens depuis la création de l'Etat, n'a cependant pas atteint ses objectifs. Le Mouvement Islamique, s'inscrivant totalement dans le consensus des autres partis arabes, s'il a peut-être touché quelques subsides du *Likud* dans le cadre des élections municipales, a fondé toute sa campagne sur le slogan "tout sauf Bibi", et a appelé officiellement à voter pour le candidat travailliste.

Cet épisode de la campagne électorale dans les zones arabes est révélateur à deux égards. D'un point de vue proprement politique, il montre à quel point, depuis 1992, les partis arabes sont devenus des alliés de fait des travaillistes. Le vote massif pour Ehud Barak, en continuité avec celui pour Shimon Pérès en 1996, montre qu'en cela, ils sont totalement en phase avec la population arabe. D'un point de vue plus sociologique, il montre aussi que si les dynamiques de fragmentation de la minorité arabe en plusieurs communautés,

confessionnelles ou socio-culturelles, sont toujours prégnantes, elles sont aussi très largement influencées par le nouveau contexte de "palestinisation" des citoyens arabes d'Israël. Si une communauté musulmane est bien en voie de cristallisation en Israël, mettant systématiquement en avant les signes diacritiques forts qui la sépare des chrétiens, ce phénomène contribue à renforcer plus qu'à affaiblir le sentiment d'appartenance au peuple palestinien qui se développe chez les Arabes d'Israël depuis 1967. Tout en accentuant la fragmentation des Arabes, la communauté musulmane, parce qu'elle se construit en reprenant à son compte quelques uns des symboles du nationalisme palestinien, renforce le consensus, très largement répandu, de l'identité palestinienne des citoyens arabes d'Israël.

*Laurence Louër est doctorante à l'IEP de Paris où elle prépare une thèse sur les Palestiniens d'Israël.